

Classe, genre, race : Pour une approche matérialiste de la question raciale - Une réponse aux Indigènes de la République

« Nous n'avons rien à gagner dans l'opération politique qui subsume toutes les questions sous celle de la race »

vendredi 5 août 2016, par [AMAUCHE Malika](#), [KATEB Yasmine](#), [NICOLAS-TEBOUL Léa](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juin 2015).

Les Indigènes de la République ont contribué à rendre visible un racisme de gauche, appuyé sur le racisme intégral consubstantiel à la société française, mais seraient-ils prisonniers de ces enjeux ? Une analyse systématique des champs de force qui s'exercent sur les plus précarisés permet de sortir de l'ornière : une critique conséquente de l'invisibilisation des questions raciales et de genre, échappant au grand jeu identitaire de l'extrême droite, ancrée dans la critique de l'économie politique.

Sommaire

- [Economie-politique de l'islamo](#)
- [Insuffisance de la grille \(...\)](#)
- [La question de la race dans](#)
- [La critique de l'économie \(...\)](#)
- [La vague antisémite](#)
- [Un antisémitisme structurel](#)
- [Dénoncer le philosémitisme, un](#)
- [Une relecture de l'histoire](#)
- [Politiser l'antisémitisme](#)
- [Identification des juifs à \(...\)](#)
- [Une quenelle anti-système \(...\)](#)
- [Le féminisme : un luxe pour](#)
- [Mariage non mixte](#)

Des morts en Méditerranée en passant par les émeutes de Baltimore jusqu'aux menus faits quotidiens de la vie métropolitaine, tout nous ramène à la question raciale. Il nous semble nécessaire de proposer une analyse de fond du racisme qui ne soit pas qu'une réponse à chaud aux événements.

On assiste aujourd'hui à une montée de l'islamophobie et de l'antisémitisme. C'est une double vague et il faut réussir à penser les choses ensemble, alors que les séparations sociales sont de plus en plus fortes et les logiques de guerre de tous contre tous incontrôlables. Cela signifie refuser les logiques de concurrence entre les racismes ; mais aussi penser islamophobie et antisémitisme dans toute leur spécificité. Et cela dans le contexte général d'une augmentation de la violence sociale, d'un durcissement des segmentations de classes et des effets du racisme structurel (logement, travail, etc.). C'est de plus en plus dur pour les plus pauvres, pour ceux qui sont déjà les plus précarisés (les racisés, les femmes).

Avec les attentats de janvier, la gauche s'est pris en plein dans la figure son déni de la question du racisme. Elle qui s'est fait une spécialité de dénoncer la victimisation et de refouler le racisme comme phénomène structurel massif. L'obsession du voile des féministes institutionnelles a fonctionné comme un révélateur du racisme d'une gauche accrochée à un universalisme abstrait et agressif.

Voilà pourquoi nous étions enthousiastes devant l'énorme travail qui a rendu visible ce racisme de gauche, républicain, auquel le Parti des Indigènes de la République (PIR) a participé depuis 2004. Nombreux sont ceux qui ont travaillé à saper ce racisme respectable [1] pour lequel les indigènes ne sont pas réellement des égaux et qui, s'il ne se justifie pas « contre » le racisé, tire son argumentation des grandes valeurs censées l'émanciper. Toute une histoire de la condescendance et du paternalisme de la gauche française reste à écrire, notamment sur la façon dont le discours de classe a été utilisé pour maintenir bien en place les hiérarchies au sein du mouvement ouvrier lui-même.

Néanmoins, il nous semble que le PIR a glissé. Surfant sur les durcissements identitaires, il propose une lecture systématiquement culturelle voire ethnisante des phénomènes sociaux. Cela l'amène à adopter des positions dangereuses sur l'antisémitisme, le genre et l'homosexualité. Il essentialise les fameux « Indigènes sociaux », les subalternes qu'il prétend représenter. Tout se passe comme si les prolétaires racisés qui subissent le plus violemment le racisme étaient instrumentalisés dans une stratégie politique qui se joue essentiellement dans l'arène de la gauche blanche et des intellectuels radicaux à la mode.

« Pour nous, descendantes de musulmans et de juifs d'Algérie, mener la critique du PIR, comme mener celle de la Gauche, est une question d'auto-défense. »

Pour nous, descendantes de musulmans et de juifs d'Algérie, mener la critique du PIR, comme mener celle de la Gauche, est une question d'auto-défense. Nous pensons que nous n'avons rien à gagner dans l'opération politique qui subsume toutes les questions sous celle de la race. Pour nous, non seulement les questions de racisme mais aussi les questions d'économie politique, de rapports sociaux de sexe sont à l'ordre du jour.

Economie-politique de l'islamophobie

Qui prend le RER à Gare du Nord le matin sait que ceux qui ont l'air arabe, noir ou rom subissent une pression constante. Contrôles au faciès, « bavures policières », relogement dans des banlieues toujours plus lointaines, les racisés subissent une ségrégation géographique, sociale et symbolique. Ce racisme intégral, pour reprendre l'expression de Franz Fanon, consubstantiel à la société française, commence dès l'orientation en 4^e, avec la recherche d'un stage, du premier job... et s'étend à toutes les dimensions de l'existence. Dans ces multiples apparitions, il s'étend des rues de nos villes riches où les hommes racisés se font refouler des boîtes de nuit jusqu'aux confins des mers où on laisse se noyer avec une indifférence complice ceux qui osent franchir les frontières.

En France, l'islamophobie, le racisme anti-musulman, est à comprendre, non pas simplement comme une opposition laïque à la religion, mais comme un racisme dirigé vers tout ce qui est noir ou arabe. Notamment quand sa présence est visible dans l'espace public, qu'il s'agisse de femmes voilées ou de jeunes tenant le mur. Les événements de janvier n'ont fait qu'accentuer ce processus de stigmatisation. Des attaques de mosquées aux agressions de femmes voilées, en passant par les convocations au commissariat d'enfants de huit ans qui ne disaient pas assez « Je suis *Charlie* », il est devenu quasiment impossible de parler politique quand on a une gueule d'Arabe sans avoir à se justifier de ne pas être islamiste.

Il ne s'agit pas de simples discriminations ou de préjugés. L'islamophobie renvoie à une question plus centrale, la question raciale. Celle-ci fonctionne comme assignation à une place dans la division du travail de certaines catégories de population sur la base de leur origine et de leur couleur de peau. Il suffit d'observer un chantier de BTP pour constater qu'en général les gros travaux sont fait par les Noirs, les travaux plus techniques par les Arabes, et que les contremaîtres sont blancs. [2] Le racisme est le régime d'exploitation matériel qui a organisé le développement capitaliste européen.

En effet, le capitalisme met en concurrence les capitaux, mais aussi les travailleurs eux-mêmes sur le marché. Cette concurrence prend la forme d'un processus de « naturalisation » qui permet une dévaluation spécifique de la force de travail. Certains traits socio-historiques de la main-d'œuvre immigrée (comme par exemple la qualification, le déplacement, la spécialisation...) sont « essentialisés » : ils vont se prolonger, « coller à la peau ». Et cela permet aux employeurs de tirer le prix de la main-d'œuvre vers le bas.

Mais ce processus ne se réduit pas à une simple « prime raciale » à l'exploitation. C'est un « phénomène social total ». On peut donc avancer que la racialisation est une dynamique essentielle au capitalisme, qui a besoin de toujours plus de force de travail et produit, en même temps, cette force de travail comme « surnuméraire », toujours en trop [3].

Insuffisance de la grille de lecture « coloniale »

Ce racisme marque de manière matérielle et symbolique l'espace métropolitain européen. Néanmoins, la grille de lecture strictement décoloniale que nous propose le PIR nous empêche de comprendre les dynamiques actuelles, où ce racisme n'existe qu'en lien avec le développement capitaliste à l'échelle du monde. À ce titre, l'histoire coloniale est derrière nous, même si elle laisse des traces. L'Occident, c'est-à-dire les centres historiques d'accumulation capitaliste menacés par la crise, perpétue, à travers la « chasse aux terroristes », la continuation d'une structuration de l'exploitation à l'échelle mondiale. Par exemple les guerres pour l'accès aux ressources naturelles (pétrole ou minerais « stratégiques »). Mais ce qui se joue également, c'est l'intensification de l'exploitation dans tous les segments de classe, à commencer par les plus fragiles. Ce processus d'appauvrissement et de marginalisation finit par englober des sujets qui ne sont pas noirs, arabes ou descendants de colonisés. Dans les émeutes de 2005, il n'y avait pas que des Noirs et des Arabes, mais aussi de vastes portions du « prolétariat autochtone » touché par l'appauvrissement généralisé. N'en déplaise à Fox News, il ne s'agissait pas d'affrontements ethniques. Les jeunes émeutiers issus de l'immigration étaient en proportion exacte de leur importance dans la population des quartiers qui se sont révoltés, ni plus, ni moins [4].

La question de la race dans les luttes

Souvent, la question de la race dans les luttes se pose de manière immanente et non ethnicisante. Si certaines luttes sont massivement racialisées, c'est parce que les prolétaires sont assignés à cette place dans la division du travail. Des mères de famille maghrébines s'organisent en collectif pour obtenir des HLM, des femmes de ménages des hôtels Park Hyatt se mettent en grève après le viol d'une dame guinéenne par un riche Saoudien, des demandeurs d'asile tchadiens occupent un bâtiment pour y vivre...

Quand les sans-papiers chinoises des ongleries de Strasbourg-Saint-Denis réclament collectivement leurs salaires, se mettent en grève puis font tourner le salon pour la caisse de grève, elles peuvent être rejointes par les coiffeuses ivoiriennes. Malgré les segmentations raciales, salariales et

culturelles, des prolétaires racialisées se retrouvent ensemble dans leur lutte. La question de la race est centrale, notamment parce que la question du salaire est tout de suite liée à celle des papiers, mais elle ne se pose pas de manière strictement identitaire et intra-communautaire. Même si la lutte ne fait pas immédiatement l'unité de tous les segments de classe. Quand la lutte monte, les segmentations sont de moins en moins significatives. À condition que le segment le plus bas soit pris en compte : ce sont les sans-papiers les plus isolées et marginalisées qui sont parties ici en grève, rejointes par d'autres migrantes et, après une petite victoire, par d'autres salons du quartier [5]. Quand la lutte est défaite ou se termine, les segmentations se durcissent et chacun-e retourne à sa place.

La racialisation que nous subissons n'est donc pas indépendante des clivages de classe. Ce n'est pas parce que les militants politiques les nient dans les discours qu'ils disparaissent. Au contraire, on les reconduit et on risque d'approfondir un peu plus l'incompréhension entre les différents groupes sociaux qui sont amenés à se rencontrer et parfois à s'allier dans les luttes. C'est parce que les séparations, les contradictions sociales sont permanentes que l'apparition de luttes est inéluctable. La rencontre entre les exploités devient possible et elle est elle-même un enjeu de la lutte. Rencontre entre tous ceux qui, communément exploités, ne le sont pas de manière égale.

La critique de l'économie politique : un truc de beur ?

Envisager la race comme une construction sociale implique de pouvoir penser les autres rapports sociaux que sont le genre et la classe comme également construits socialement. Penser un racisme systémique doit permettre d'articuler race et genre, race et classe. Or, le champ de la pensée qui refuse de considérer comme naturelles toutes les catégories produites par ce mode de production — la propriété, le travail, l'argent — c'est, pour employer un vieux mot, celui de la « critique de l'économie politique ».

Et c'est cela que le discours du PIR évacue systématiquement. Tout se passe comme si les « indigènes sociaux » ne pouvaient sortir de leur position de subalternes qu'en redoublant la racialisation de leur position dans le capital. Comme si les jeunes issu-e-s de l'immigration coloniale n'avaient pas le droit, eux, elles aussi, de s'interroger sur l'organisation du travail, sur la propriété des moyens de production, l'exploitation... bref sur tout ce qui fondait, il y a encore une trentaine d'années, le clivage entre gauche et droite. Comme si toutes ces questions étaient simplement un truc « d'intellectuels », un truc de Français, ou pire, insulte suprême, un truc de « beur ».

Parler de racisme structurel sans jamais donner les causes de racisme, c'est laisser la porte entrouverte à toutes les pensées « anti-système ». Or seul un positionnement ferme par rapport aux ressorts de ce « système » permet de garder la tête froide dans le grand jeu identitaire auquel se livre l'extrême-droite.

La vague antisémite

Les meurtres de juifs ces dernières années (à Toulouse, Bruxelles, Paris, Copenhague) ne sont que la partie émergée de l'iceberg. À Créteil, à l'automne 2014, un couple est cambriolé : « ils sont juifs alors ils auront de l'argent », cela légitime la cible et le viol d'une jeune femme sous les yeux de son mari. Les « sorties » de personnalités médiatiques dépassent largement le champ de l'extrême-droite. Tel syndicaliste étudiant explique que ce sont les juifs, très nombreux à la fac, qui l'ont empêché d'être élu... Dans le métro parisien, un sous-prolétaire d'Europe de l'Est insulte un vieux juif religieux : « juiff ! Merde ! Juiff ! Caca »... Un livreur de bagels se fait prendre à partie parce

qu'il travaille pour les juifs-ceux-qui-ont-de-l'argent...

On assiste à une résurgence importante de la vieille idée que les juifs incarnent l'argent, le système, qu'ils sont une puissance occulte. Le substrat théorique de l'antisémitisme européen tel qu'il s'est sédimenté à la fin du XIX^e siècle est mobilisé. Une certaine idée de la nation, de l'Occident chrétien fondé sur la suprématie de la race blanche et dont les juifs sont exclus. Certains politiques se blanchissent en affirmant que les Maghrébins seraient le fer de lance de la résurgence de l'antisémitisme. Le saccage de tombes juives en Alsace par des « Français de souche » (*dixit* M. Hollande) a rappelé qu'il n'y a pas que des Maghrébins et des Noirs habitant des HLM de banlieue qui soient antisémites. Dans la société française, l'antisémitisme circule dans différentes classes sociales, dans différentes sphères culturelles. Il y a aussi une mondialisation de la circulation de cette idéologie. Qu'on pense aux commentaires antisémites que suscite Dominique Ouattara, la femme de l'actuel président de Côte d'Ivoire, d'origine juive.

Le contenu potentiellement « populaire », anti-hégémonique de l'antisémitisme a toujours été la clé de son succès. « Les juifs sont les chouchous » ; « les juifs dominant le monde ». Sur cette base, l'antisémitisme peut encore être un opérateur politique, redessiner des alliances (typiquement celle d'un Dieudonné, issu de la gauche, de l'antiracisme et d'une partie de son public avec Soral).

Un antisémitisme structurel

L'antisémitisme moderne a une dimension systématique. Il explique un monde menaçant et devenu rapidement trop complexe. Lié au conspirationnisme, il se présente comme la clé interprétative de toute la violence et du non-sens qui fonde la dynamique d'un ordre social sans autre but que sa propre reproduction. Cette explication du monde apparemment délirante a des effets bien réels. L'identification des juifs à l'argent, à un pouvoir abstrait et menaçant, perdure. Dans les moments de crise sociale, il revient en force, même à gauche.

L'école allemande de la *Wertkritik* [6] tente de comprendre ce lien tendanciel entre certaines formes de critique anticapitaliste et l'antisémitisme. Les catégories qui régissent les rapports sociaux capitalistes, l'argent, le travail, la marchandise, possèdent une double face, ce que Marx caractérise comme « fétichisme ». Une face concrète, qui nous apparaît immédiatement, dessine notre monde sensible : l'usage de l'objet marchand, le contenu du travail, manuel ou intellectuel, le temps vécu des vacances acheté à crédit... Et une face abstraite, qui opère comme dynamique du système capitaliste, à savoir la valeur, mais rend aussi pensable ce fameux système. Médiés par la valeur, les rapports sociaux capitalistes restent donc des rapports de classe, fondés sur l'exploitation, violemment inégalitaires, mais ne prennent plus la forme de rapports directs entre personnes. La violence sociale du capital s'exerce bien sur les exploités, les dépossédés, mais sa dynamique, par la logique même de ce mode de production, comporte une dimension abstraite.

Toute une tradition anticapitaliste ne saisit pas cette double dimension des rapports sociaux capitalistes : à la fois concrets et abstraits. Souvent, elle naturalise le concret et concentre sa critique sur l'abstraction : contre la finance pour la « vraie économie », ou l'industrie, sans voir que la production de biens consommables, le simple échange d'une baguette contre de la monnaie, est aussi régie par des abstractions. L'abstraction est donc rapportée à une dimension parasitaire, un en-trop du système.

C'est à cette dimension abstraite que les juifs sont identifiés : à une force occulte, impalpable, à l'argent. Gonflées, mythifiées, biologisées, certaines de leurs caractéristiques sociales et historiques, leurs activités économiques plutôt liées à la sphère de la circulation et leur présence sur une aire géographique très large, ont été le levier de cette identification. Ainsi, l'antisémitisme opère

typiquement comme une personnification de la domination abstraite du capital.

En ce sens, la question juive est une question à la fois spécifique et centrale pour l'histoire du capitalisme européen. Il ne s'agit pas d'en faire une question « absolue », un « en-dehors de l'histoire » [7]. Si ce type de racisme structurel s'est porté de manière privilégiée sur les juifs, cette racialisation de traits sociaux-historiques peut porter sur d'autres populations. Aujourd'hui par exemple, en Asie du sud-est, le racisme contre les Chinois prend des traits proches de celui qui vise les juifs (double figure de l'argent et du pouvoir).

Prenons donc la mesure de cet antisémitisme structurel, de son importance historique et des ressorts d'une figure fantasmagorique plus vivace que jamais. Non pas pour construire la figure exceptionnelle de ce racisme-là contre tous les autres, mais pour comprendre pourquoi l'antisémitisme est pernicieux et puissant. Il laisse le capitalisme intact en attaquant uniquement les personnifications fantasmagoriques de cette forme sociale. Déconstruire l'antisémitisme, c'est être capable de le voir là où il se trouve, là où il se dit et aussi travailler à délier l'identification des juifs, de l'argent et du pouvoir.

Dénoncer le philosémitisme, un antisémitisme déguisé

Le texte d'Houria Bouteldja, appelant, au nom de l'antiracisme, à défiler « contre le philosémitisme d'État » a de quoi nous inquiéter [8].

Quand Segré utilisait le terme il y a quelques années [9], il appelait l'attention sur ces idéologues qui, en guise de défense des juifs, proposent une défense des Blancs, de l'Occident. Il ne disait pas que l'État français et les intellectuels réactionnaires étaient effectivement philosémites, encore moins la gauche blanche !

Désormais, le philosémitisme n'est plus une antiphrase, mais désigne les juifs comme responsables de la construction d'un ordre identitaire. L'antisémitisme se comprendrait alors comme une réaction au philosémitisme d'État, au rôle que joueraient les juifs d'alliés de l'État républicain raciste. Lutter contre l'antisémitisme, ce serait lutter contre le philosémitisme. Finesse dialectique mise à part, on retrouve là la vieille idée que les juifs, liés au pouvoir, tirent les ficelles ! Une figure fondée sur une lecture de l'histoire coloniale où on joue les juifs contre les Arabes et vice versa.

Une relecture de l'histoire des juifs en Algérie

La comparaison des juifs avec les tirailleurs sénégalais qui ont commis des massacres dans le Sud du Maroc sous-entend que des juifs auraient massacré des musulmans ou participé directement à la répression coloniale. Certes, les juifs d'Algérie étaient dans une position ambiguë vis-à-vis de l'indépendance. Attachés à la France (naturalisés depuis 1870, ayant vu par là une amélioration de leur niveau de vie et de leur assimilation culturelle), leur histoire ancienne et récente les distinguait aussi des colons européens, et ils étaient la cible de l'antisémitisme (des colons, comme de l'État vichyste).

« Construire une culture des subalternes pure est un modèle théorique qui relève de ce que Edward Saïd appelait l'orientalisme. »

Considérer aujourd'hui que la Shoah ne concerne que les juifs et les Européens alors que l'antisémitisme en Algérie est tissé de cette histoire, oublier les figures minoritaires mais significatives de juifs (communistes) engagés dans la lutte pour l'indépendance, c'est un choix de

lecture historique. Politiquement, en 1956, lors du congrès de la Soummam [10], le FLN envisageait de faire le choix inverse en proposant une alliance à la minorité juive appelée à se solidariser avec la lutte de libération nationale et promise à « sa part de bonheur dans l'Algérie indépendante »...

Politiser l'antisémitisme

Cette politisation opérée par le PIR a lieu dans un va-et-vient entre une conférence à Oslo pour le gratin intellectuel mondialisé et une manifestation à Barbès.

Pour être acceptable, cette légitimation politique de l'antisémitisme doit se distinguer de l'antisémitisme historique. C'est le « ressentiment anti-juif » des damnés de la terre d'aujourd'hui. Maghrébin, « sympathique », bien de chez nous... Il émane du fantasme d'une culture maghrébine populaire pure, qui pourrait faire abstraction de cinquante ans d'histoire. Comme tout processus culturel, les préjugés antisémites sont hybrides, y compris chez les dominés. Construire une culture des subalternes pure est un modèle théorique qui relève de ce que Edward Saïd appelait l'orientalisme. Cette construction d'une altérité radicale est d'abord un fait de domination culturelle, qu'on dote cet Autre absolu de traits positifs ou négatifs.

Or, si on cesse de lire l'antisémitisme comme un problème ethno-culturel, on voit que les Maghrébins antisémites qui se politisent ne vont pas au PIR mais directement chez Soral. En voulant incarner l'antisémitisme populaire maghrébin, on ne fait que surfer sur la vague et sur le confusionnisme de la gauche. On drague la gauche blanche en rejouant ses tactiques historiques de minimisation du racisme.

Identification des juifs à Israël

Les juifs de France sont une minorité à être liés directement à l'État d'Israël. Mais il existe un lien de fait parce qu'Israël a représenté une « solution au fait national juif » après l'extermination des juifs européens et a accueilli une grande partie des juifs d'Orient. État récent, fondé sur la violence, Israël perpétue la spoliation des populations palestiniennes qu'impliquait le sionisme comme solution nationale à la violence antisémite. Nous critiquons comme telles les exactions à Gaza, dans les territoires, la colonisation galopante en Cisjordanie, à Jérusalem Est.

Mais l'identification des juifs à Israël fonctionne plus largement. C'est le racket politique de Netanyahou après les attentats de *Charlie Hebdo* qui invite les juifs de France à faire leur *alya* — en réalité, il les invite à vivre en Cisjordanie pour faire les petites mains de l'extrême-droite parce que la société israélienne, en crise, en guerre, n'a rien à offrir. En miroir, l'amalgame est à l'œuvre chez les antisionistes. Israël incarne tous les problèmes de la terre. Mais cet antisionisme n'est pas la critique d'un État, de son fonctionnement, de son idéologie nationaliste, de sa violence, ce n'est pas l'appel à la solidarité internationale avec les populations victimes de cet État (*a minima* par nécessité d'auto-défense). Une solidarité internationale conséquente impliquerait de hiérarchiser en s'attaquant d'abord à l'impérialisme de son propre État et de ne pas en faire une question exotique. Il faudrait ne pas s'indigner en premier lieu de la présence de Netanyahou et de Lieberman aux manifs « Je suis Charlie ». Israël serait le chouchou de l'Occident, l'unique représentant de l'impérialisme universel, le responsable de tout le mal qui arrive aux Arabes mais aussi aux autres, de la répression des mouvements sociaux, etc.

Le résultat est qu'aujourd'hui, le champ politique de l'antisionisme n'a cessé de se droitiser. La gauche antisioniste a toutes les peines du monde à délier l'amalgame entre les juifs et Israël dans

cet espace politique pathogène. Pathogène pour les juifs mais pour aussi pour les prolétaires en France, racisés ou non, qui n'ont rien à gagner à cette focalisation unique sur la question palestinienne, alimentée par les nostalgiques du panarabisme et les gauchistes français.

Une quennelle anti-système pour restaurer la virilité

Quand il s'agit de donner son ressenti sur ce qui a motivé les attentats de janvier 2015, Houria Bouteldja explique que les indigènes mâles auraient été rendu « fous » par le déni de leur virilité par les Blancs. Selon elle pourtant, « les habitants des quartiers ne souhaitent pas politiser leur sexualité ». De même, dans son intervention au colloque « Penser l'émancipation », elle nous donnait une description essentialisée des questions de virilité des garçons arabo-musulmans, congratulant au passage Soral de leur offrir un programme de restauration de leur virilité mise à mal par le colonialisme et le racisme. Pour parler des marcheurs des années 1980, elle nous montrait des corps de mâles indigènes hypersexualisés, « adonnant les premiers coups de butoir à la République blanche et immaculée » (comme si elle n'était pas représentée par des hommes). Elle notait au passage que ces garçons arabes manquaient de jugement éclairé. Puis, elle dessinait la silhouette de Dieudonné, brandissant sa quennelle, mais « mal doté intellectuellement car ne possédant pas le bon logiciel ». Enfin, pour justifier ce geste antisémite, elle mobilisait ses affects en tant que femme, en déclamant son amour pour Dieudonné : « Je l'aime parce qu'il a fait une chose importante en termes de dignité, de fierté indigène, de fierté noire : il a refusé d'être un nègre domestique. Même s'il n'a pas le bon logiciel politique dans la tête, il a une attitude de résistance. Et j'ajoute, que bien avant la nature de ses alliés, ce que voient les indigènes, c'est ça. Un homme debout. » [11]

D'une part, cette représentation du « garçon arabe » n'est pas différente de celle construite par les féministes blanches, laïcardes et républicanistes comme intrinsèquement, culturellement, biologiquement presque, virile et sexiste [12]. D'autre part, cette essentialisation des Arabo-musulmans ne laisse de place à aucune autre identification au sein des indigènes. C'est toute la limite du programme du PIR esquissé dans la notion d'« internationale domestique [13] » : une suprématie de la race qui annule en fait toute autre articulation, race et classe, race et genre, race et sexualité. Selon ce raisonnement donc, une indigène sociale ne peut pas développer des outils de lutte et de revendication en fonction de son actualité présente, de son genre, de sa sexualité. Elle doit se référer éternellement à sa position post-coloniale ; ses modèles d'émancipation n'appartiennent qu'au passé. Si elle se prend à défendre d'autres causes ou à articuler, par exemple et au hasard, race et genre, c'est qu'elle adopte l'agenda des Blancs [14].

Le féminisme : un luxe pour les femmes indigènes ?

Nous nous reconnaissons dans le refus des injonctions d'un féminisme blanc, qui définit les termes de l'émancipation selon les normes que fabriquent les dominantes pour les subalternes et qui fonctionnent à leur profit. Mais pour Houria Bouteldja, le féminisme est un luxe auquel les femmes indigènes ne peuvent pas prétendre. À ce propos, elle déclare notamment : « L'homme indigène n'est pas l'ennemi principal. La critique radicale du patriarcat indigène est un luxe » [15]. Ce n'est pas une cause prioritaire face au racisme des Blancs, aux violences policières et aux discriminations. Il est donc impossible aux femmes indigènes de dénoncer le sexisme et le patriarcat, qui ne seraient que des oppressions parmi d'autres, sans trahir les hommes de leur communauté. De plus, elles seraient dépendantes financièrement des hommes de leurs communautés, ce qui réduirait encore davantage leur marge de manœuvre.

« Il faut maintenir une lecture de classe du racisme même si, historiquement, les rapports de classe

ont été utilisés pour invisibiliser les questions raciales et de genre. »

Or, les questions de survie économique sont le quotidien des femmes des quartiers populaires. En Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre d'Île-de-France, les femmes occupent les fonctions parentales dans 89,9 % des familles monoparentales, dans un contexte général de forte augmentation du nombre de ces familles (cf. chiffres INSEE et Efgip). Les hommes ont déserté la famille et les femmes se retrouvent seules à élever les enfants et à assurer la survie de la famille. Ce sont donc bien elles qui en sont les piliers dans les foyers les plus pauvres. Le délitement de la famille nucléaire, la « disparition » des hommes n'implique pas la disparition du patriarcat : violence perpétrée contre les femmes, la structure du marché du travail et de la famille fait par exemple qu'une divorcée reste sous la tutelle de son ex-mari, notamment pour l'éducation des enfants. Mais cela n'autorise pas Bouteldja à évacuer ainsi toute aspiration féministe pour ces femmes.

Mariage non mixte

En faisant l'éloge des mariages non mixtes [16], Bouteldja fait comme si le fait de se convertir à l'islam pour un Blanc revenait à abandonner ses privilèges et sa position de dominant. Là encore il s'agit d'une essentialisation de la religion superposée à la race, comme si l'une et l'autre était intrinsèquement liées. On ne nie pas que les mariages mixtes sont aussi des mariages entre dominants et dominés, mais représenter la conversion comme purificateur de classe sociale et préconiser la non-mixité raciale nous fait froid dans le dos.

Cela revient à l'occasion à couvrir les mariages arrangés sur le dos des femmes qui ne sont pas consultées sur le choix d'un époux, et à étouffer les violences conjugales et intra-communautaires faites aux femmes. Et là, on aimerait qu'on s'intéresse aussi aux désirs des femmes indigènes, et aux conséquences de leur déni d'autonomie et des frustrations qu'entraîne ce modèle communautaire. Nous voyons bien que ce sujet risque de passer encore une fois à la trappe, pour ne pas cliver la communauté. Encore une fois, on demande aux femmes de se sacrifier pour le groupe. Si la question des violences conjugales et intra-communautaires est utilisée pour stigmatiser les hommes racialisés, si le machisme arabe est instrumentalisé pour absoudre celui des hommes blancs, ce n'est pas une raison pour cultiver l'omerta entre nous.

Effectivement, les liens communautaires cristallisent un besoin de solidarité matérielle dans un contexte de crise, de paupérisation, et de baisse des prestations sociales. Identifier ces phénomènes d'entraide à un simple repli identitaire, c'est nier ce qui peut être de fait une stratégie de survie pour les plus pauvres. Car la communauté prend en charge une partie du travail de reproduction, le soin aux malades, les visites aux prisonniers, etc. Mais, structurellement, faire à manger, réunir les uns et les autres, endormir les jeunes enfants, s'occuper de sa vieille mère, est dévolu aux femmes. Idéaliser les liens communautaires, c'est alors redoubler l'invisibilisation du travail des femmes au sein de la famille et de la communauté.

On peut aussi analyser la « manif pour tous » comme un repli sur la sphère familiale et une assignation de plus en plus violente des femmes à la sphère du privé dans un contexte de survie généralisée. Mais pour les Blanches du 93, on évoque un retour des valeurs là où on parlera de communautarisme pour des femmes racisées.

Nous pensons donc qu'on ne peut pas comprendre le contexte actuel de paupérisation généralisée et de crise en faisant l'économie de la question raciale et d'un point de vue féministe. Parce que les femmes sont assignées à la sphère de la reproduction, tout moment de crise implique pour elles une augmentation drastique de la charge de travail, et des violences accrues.... Tout ce qui est lié à la consommation est plus cher, plus long à obtenir, et ce sont elles qui supportent en partie le coût de

la diminution du welfare, en argent et en temps : s'il faut faire trois heures de queue à la CAF, c'est la femme à temps partiel qui le fera. Le travail domestique augmente, et avec lui la réassignation violente des femmes à leurs rôles de femme, qui n'ont rien de naturel.

Seule une lecture réellement matérialiste de la question raciale, et non une lecture simplement morale, comme celle de la gauche, ou politique, comme celle du PIR, nous permet d'articuler les différentes formes de racisme entre elles, de ne pas mettre en concurrence les victimes du racisme et de faire le lien avec la question des femmes dans le contexte actuel.

Cette lecture par ailleurs offre la possibilité d'échapper à une vision dichotomique de ces questions. D'un côté en effet, on a un déni de l'islamophobie au sein même du gouvernement, et cette minimisation a été préparée depuis longtemps dans les mouvements de la gauche antiraciste. De l'autre côté, une partie du champ de la critique sociale sous-évalue systématiquement la question de l'antisémitisme. Entre le gouvernement, la gauche antiraciste et le PIR, le champ s'est rétréci et on manque d'air.

Pour sortir de cette impasse, il faut à la fois reconnaître ce qui se passe actuellement, et sortir de l'ombre les violences subies dans le passé. En ce sens, la bataille pour la reconnaissance mémorielle est un travail essentiel, mais elle ne prend son sens que si elle est reliée effectivement aux luttes sociales.

La lecture des Indigènes de la République de la question du racisme nous semble finalement assez faible, car systématiquement déliée des questions d'économie politique. En ce sens, le PIR reste prisonnier des enjeux de la gauche, qu'elle soit blanche ou pas.

Nous pensons au contraire qu'il faut maintenir une lecture de classe du racisme même si, historiquement, les rapports de classe ont été utilisés pour invisibiliser les questions raciales et de genre. Si une lecture décoloniale nous aide aussi à comprendre des dynamiques toujours actuelles, ce modèle sert aujourd'hui à construire un sujet homogène, comme on le faisait auparavant avec la classe. Ainsi, la race subsume toutes les autres questions. Elle est devenue le paradigme unique pour désigner les oppressions liées à la domination capitaliste. Or, il ne s'agit pas de hiérarchiser entre lutte de classe et lutte de race, mais au contraire de saisir l'intrication de la question de classe et de la question raciale (il n'est pas possible de penser la classe sans penser la race et vice versa).

Ce qui vient de se passer à Baltimore le démontre à nouveau : « Aujourd'hui, il n'y a aucune direction noire légitime. Plus que tout, l'ascension d'une poignée de Noirs à des postes de pouvoir a démontré l'impossibilité structurelle de trouver une place pour la majorité des Noirs en Amérique. Un maire noir, un chef de la police noire, un président noir et Baltimore brûle toujours. » [17]

Malika Amaouche, Yasmine Kateb & Léa Nicolas-Teboul

P.-S.

* Version en ligne. Publiée le 25 juin 2015 :
<http://www.vacarme.org/article2778.html>

Version imprimée publiée dans *Vacarme* 72, été 2015, pp. 170-197.

* Sur le site du Parti des indigènes de la république, Norman Ajari leur répond : « Vacarme critique

les Indigènes : la faillite du matérialisme abstrait » (12 juillet 2015).

* Malika Amaouche, Yasmine Kateb et Léa Nicolas-Teboul sont féministes et communistes. Elles militent dans différents groupes. Si vous désirez poursuivre la discussion avec elles, écrire à etlakdjadi gmail.com.

Notes

[1] On citera Sylvie Tissot et Pierre Tevanian, *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, L'Esprit frappeur, 2002, sur la déconstruction du racisme républicain ; Abdelmalek Sayad « le Mode de génération des générations immigrées », in : *Migrants-formation* n°98, septembre 1994 ; Jean-Pierre Vernant, « Le PCF et la question algérienne », *Entre mythe et politique*, Seuil, 1996. Nous ne résistons pas à reprendre cette citation, utilisée par Saïd Bouamama, qui montre la profonde imprégnation coloniale à l'origine du rapport adopté à l'unanimité au congrès interfédéral d'Afrique du Nord du Parti communiste en septembre 1922 : « L'émancipation des indigènes d'Algérie ne pourra être que la conséquence de la révolution en France (...). La propagande communiste directe auprès des indigènes algériens est actuellement inutile et dangereuse. Elle est inutile parce que les indigènes n'ont pas atteint encore un niveau intellectuel et moral qui leur permette d'accéder aux conceptions communistes. (...). Elle est dangereuse (...) parce qu'elle provoquerait la démission de nos groupements. », in : Bouamama, « Les fondements historiques et idéologiques du racisme respectable de la gauche française », 4 mars 2015, <https://bouamamas.wordpress.com>.

[2] Voir Nicolas Jounin, *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, La Découverte, 2008.

[3] Voir Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXIII, « La loi générale de l'accumulation capitaliste », P.U.F, 2006 (« Quadrige »), et plus spécifiquement le rapport des ouvriers irlandais aux ouvriers anglais, dans le cadre d'une sclérose de l'armée de réserve industrielle.

[4] Selon le rapport de la Direction Centrale des Renseignements Généraux (DCRG), 23.11.05, publié par Le Parisien du 7.12.05

[5] Voir la déclaration du Combahee River Collective, 1979, sur le potentiel révolutionnaire de la lutte des lesbiennes noires, le segment le plus dominé (sexe, race, classe).

[6] Tout en reprenant sa lecture d'un antisémitisme structurel, nous sommes très critiques des positions de soutien à Israël de certains de ses représentants, et de la manière dont elle évacue la lutte de classe.

[7] Voir Enzo Traverso, *La violence nazie, une généalogie européenne*, La Fabrique, 2002.

[8] Le tract du PIR intitulé : « Non au(x) racisme(s) d'État, non au philosémitisme d'État ! » a été distribué à la manifestation du 21 mars 2015.

[9] Ivan Segré, *La réaction philosémite*, ou *La trahison des clercs*, Éditions Lignes, 2009.

[10] Août 1956, moment important de structuration politique du FLN.

[11] « Au-delà de vous : Avec vous, Contre vous. Dieudonné au prisme de la gauche blanche ou

comment penser l'internationalisme domestique ? », publié le 25 février 2014 par Houria Bouteldja sur le site internet du PIR :

<http://indigenes-republique.fr/dieudonne-au-prisme-de-la-gauche-blanche-ou-comment-penser-linternationalisme-domestique/>

[12] Voir Nacera Guénif Souilamas & Éric Macé, *Les féministes et le garçon arabe*, éd. de l'Aube, 2004, et Isabelle Clair, « Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel », *Agora Débats Jeunesse*, 2012/1 n°60, p. 67-78.

[13] On peut résumer la théorie développée par Sadri Khiari, du PIR, dans la notion d'« Internationale Domestique » comme le fait, pour le contexte français, de substituer la lutte des classes « à un internationalisme domestique dont la question raciale, dans toutes ses dimensions, serait centrale. En un mot, un internationalisme décolonial ». Voir

<http://indigenes-republique.fr/internationalisme-decolonial-antiracisme-et-anticapitalisme/>

[14] Malika Amaouche, « Les gouines of colors sont-elles des indigènes comme les autres ? », p. 159.

[15] Voir « Méditations d'une femme indigène quelques mois après l'affaire DSK : Pierre, Djemila, Dominique...et Mohamed », publié le 8 mars 2012 par Houria Bouteldja sur le site du PIR :

<http://indigenes-republique.fr/pierre-djemila-dominique-et-mohamed/>

[16] Voir l'interview d'Houria Bouteldja dans *Vacarme* n°71, printemps 2015, revendiquer un monde décolonial , pp. 44 à 69 :

<http://www.vacarme.org/article2738.html>

[17] « Déclaration d'un camarade natif de Baltimore sur le soulèvement », Des Nouvelles du Front, 1^{er} mai 2015 : <http://dndf.org/> (traduit de l'anglais, texte original publié sur sicjournal.org le 30 avril 2014).